



BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI



Indicateurs de conjoncture

Mai 2022

Table des matières

I. INTRODUCTION.....	3
II. PRODUCTION.....	3
II.2. Café.....	3
II.3. Thé.....	3
III. INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION.....	4
IV. COMMERCE EXTERIEUR.....	4
IV.1. Exportations.....	5
IV.2. Importations.....	5
V. TAUX DE CHANGE.....	6
VI. FINANCES PUBLIQUES.....	6
VI.1. Recettes.....	6
VI.2. Dépenses.....	7
VI.3. Dette publique.....	7
VII. BASE MONETAIRE, MASSE MONETAIRE ET SES CONTREPARTIES.....	7
VII.1. Base monétaire.....	8
VII.2. Masse monétaire.....	8
VII.3. Contreparties de la masse monétaire.....	8
VIII. PRINCIPAUX INDICATEURS D'ACTIVITE DU SECTEUR BANCAIRE.....	9
VIII. 1. Emplois.....	9
VIII. 2. Ressources.....	9
IX. SOLIDITE FINANCIERE DU SECTEUR BANCAIRE.....	10
IX. 1. Adéquation des fonds propres.....	10
IX. 2. Qualité du portefeuille crédits.....	10
IX.3. Concentration du portefeuille crédit.....	10
IX. 4. Rentabilité.....	10
IX. 5. Liquidité.....	11
ANNEXE 1 : PRINCIPAUX INDICATEURS MENSUELS.....	11
ANNEXE 2 : PRINCIPAUX INDICATEURS D'ACTIVITE DU SECTEUR BANCAIRE (en MBIF).....	12
ANNEXE 3 : PRINCIPAUX INDICATEURS ANNUELS.....	13

I. INTRODUCTION

Les principaux indicateurs économiques, ci-après, portent sur l'évolution des secteurs de la production, des prix, du commerce extérieur et du taux de change, des finances publiques, de la masse monétaire et ses contreparties ainsi que de l'activité et des indicateurs de solidité du secteur bancaire, à fin mai 2022.

En glissement annuel, le secteur réel a été caractérisé par la clôture de la campagne caféière 2021/2022, une augmentation de la production industrielle et une diminution de la production du thé en feuilles vertes. S'agissant des prix à la consommation, l'inflation s'est accrue par rapport à la même période de 2021.

Par rapport à la même période de l'année précédente, le déficit de la balance commerciale s'est davantage détérioré. Le Franc Burundi s'est déprécié par rapport au Dollar américain. Le déficit global des finances publiques (hors dons) s'est aggravé par rapport à fin mai 2021.

Concernant le secteur monétaire, la base monétaire et la masse monétaire se sont accrues. Le bilan agrégé du secteur bancaire a augmenté. Les dépôts et les crédits à l'économie ont augmenté. S'agissant des indicateurs de stabilité financière, le secteur bancaire est demeuré suffisamment capitalisé. En revanche, les ratios de solvabilité et de rentabilité ont régressé.

II. PRODUCTION

En glissement annuel, l'indice de la production industrielle a augmenté au mois de mai 2022 tandis que la production de thé en feuilles vertes a diminué.

II.1. Indice de la production industrielle

L'indice de la production industrielle s'est accru de 17,4% au mois de mai 2022, se fixant à 161,6 contre 137,6 au mois de mai 2021, principalement en rapport avec l'augmentation de la production de boissons de la BRARUDI (+11,8%) et de cigarettes (+52,4%).

Par contre, cet indice a fléchi de 6,4% par rapport au mois précédent, essentiellement en liaison avec la baisse de la production de cigarettes (-18,2%) et de savons (-34,0%), partiellement contrebalancée par l'accroissement de la production des boissons de la BRARUDI (+1,1%).

II.2. Café

Au cours du mois de mai 2022, aucun apport de café parche n'a été enregistré, suite à la clôture de la campagne café 2021/2022. Le volume total du café parche produit au cours de cette campagne s'est élevé à 8.552 tonnes contre une prévision de 8.680 tonnes, soit un taux de réalisation de 98,5%.

II.3. Thé

En glissement annuel, la production du thé en feuilles vertes a diminué de 4,3% au mois de mai 2022, se fixant à 5.101,0 contre 5.332,9 tonnes à la même période de 2021, en liaison avec la mauvaise pluviosité. Par contre, la production cumulée a légèrement augmenté de 0,2% à fin mai 2022, s'établissant à 27.853,0 contre 27.810,4 tonnes à la même période de 2021.

III. INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION

En glissement annuel, l'inflation globale s'est établie à 18,6% à fin mai 2022 contre 5,3% à la même période de l'année précédente. Cette accélération a porté, à la fois, sur l'inflation alimentaire (+23,1 contre +5,2%) et non alimentaire (+13,6 contre +5,3%).

Taux d'inflation (en %) (IPC: base 2016/2017 =100)

	mai-21		mai-22	
	IPC	Inflation	IPC	Inflation
Inflation globale	128,2	5,3	152,0	18,6
1. Inflation alimentaire	129,5	5,2	159,4	23,1
- Pains et céréales	114,8	-0,1	150,9	31,4
- Viande	154,7	6,5	182,4	17,9
- Poissons et Fruits de mer	161,1	-3,2	202,0	25,4
- Lait, fromage et œuf	131,7	10,4	145,0	10,1
- Huiles et graisses	144,6	17,0	204,8	41,6
- Fruits	139,8	33,8	166,2	18,9
- Légumes	127,7	7,0	150,6	17,9
- Sucre, confitures, miel, chocolat et confiserie	111,6	-5,0	135,8	21,7
- Produits alimentaires n.c.a	126,5	-2,7	134,2	6,1
2. Produits non alimentaires	126,7	5,3	143,9	13,6
- Boissons alcoolisées et Tabac	119,1	1,8	129,9	9,1
- Articles d'habillement et articles chauffants	132,1	5,8	147,6	11,7
- Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	136,7	6,2	154,9	13,3
- Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	124,5	1,5	152,4	22,4
- Santé	163,1	37,9	173,4	6,3
- Transport	117,5	0,8	150,7	28,3
- Communications	102,4	0,9	117,8	15,0
- Loisirs et culture	132,6	2,1	137,4	3,6
- Enseignement	151,2	6,6	151,7	0,3
- Restaurants et hôtels	117,9	2,6	129,7	10,0
- Biens et services divers	124,1	1,0	134,0	8,0
Energie, carburant et combustibles	157,0	7,8	187,4	19,4
3. Inflation Sous-jacente	124,5	4,7	147,2	18,2

Source: BRB à partir des données de l'ISTEEBU

L'augmentation de l'inflation alimentaire est principalement expliquée par la hausse des prix des sous-rubriques « Huiles et graisses » (+41,6 contre +17,0%), « Poissons et Fruits de mer » (+25,4 contre -3,2%), « Pains et céréales » (+31,4 contre -0,1%), « Viandes » (+17,9 contre +6,5%) et « Sucre, confitures, miel, chocolat et confiserie » (+21,7 contre -5,0%). En revanche, la hausse des prix de la sous-

rubrique « Fruits » a ralenti son taux de croissance (+18,9 contre +33,8 %).

L'accélération de l'inflation non alimentaire a, essentiellement, porté sur les sous-rubriques « Transport » (+28,3 contre +0,8%), « Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer » (+22,4 contre +1,5%), et « Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » (+13,3 contre +6,2%). Toutefois, les prix des sous-rubriques « Santé » (+6,3 contre +37,9%) et « Enseignement » (+0,3 contre +6,6%) ont ralenti leur rythme de progression.

Les prix des rubriques « Energie, carburant et autres combustibles ont également augmenté, s'établissant à 19,4% à fin mai 2022 contre 7,8% à fin mai 2021.

L'inflation globale excluant les prix des produits alimentaires et l'énergie, qui est l'approximation de l'inflation sous-jacente, a augmenté à fin mai 2022, se fixant à 18,2 contre 4,7% à la même période de l'année précédente.

IV. COMMERCE EXTERIEUR

Le déficit de la balance commerciale s'est aggravé à fin mai 2022 par rapport à la même période de 2021, s'établissant à 742.678,8 contre 700.567,5 MBIF. Cette détérioration est expliquée par une hausse plus importante des importations (908.302,8 contre 799.081,3 MBIF) par rapport à celle des exportations (164.624,0 contre 98.513,8 MBIF). Toutefois, le taux de couverture des importations par les exportations s'est accru à fin mai 2022, s'établissant à 18,2% contre 12,3% à fin mai 2021.

IV.1. Exportations

Par rapport à la même période de 2021, les exportations cumulées ont augmenté de 68,1% en valeur, tandis qu'elles ont diminué de 4,9% en volume à fin mai 2022.

En valeur, l'augmentation des exportations a porté, à la fois, sur les produits primaires (92.947,4 contre 54.966,7 MBIF) et les produits manufacturés (72.676,6 contre 43.547,1 MBIF).

L'accroissement des exportations des produits primaires est essentiellement expliqué par les exportations de l'or non monétaire (50.466,6 MBIF), alors qu'il n'y avait pas eu d'exportations de ce produit à la même période de 2021, et l'augmentation de celles de thé (21.370,7 contre 18.387,3 MBIF). En revanche, les exportations de café (17.281,9 contre 22.264,4 MBIF) et des minerais de Niobium (2.443,7 contre 11.789, MBIF) ont baissé. La hausse des exportations de produits manufacturés a porté, en grande partie, sur les savons (26.073,1 contre 492,1 MBIF).

En volume, la diminution des exportations a concerné les produits primaires (6.563 contre 12.798 tonnes), notamment, le café (1.771 contre 5.071 tonnes), alors que le volume de produits manufacturés a augmenté (33.526 contre 29.334 tonnes).

De même, les exportations du mois de mai 2022 ont augmenté de 142,7% par rapport à celles du mois correspondant de 2021, s'établissant à 40.503,4 contre 16.685,6 MBIF. Cette augmentation est

essentiellement expliquée par la hausse des exportations de produits manufacturés (34.958,9 contre 10.551,7 MBIF), principalement les exportations de savons (25.494,5 contre 74,6 MBIF). En revanche, les exportations de produits primaires ont diminué (5.544,4 contre 6.133,9 MBIF).

IV.2. Importations

Par rapport à la même période de 2021, les importations cumulées à fin mai 2022 ont augmenté de 13,7% en valeur, tandis qu'elles ont diminué de 18,0% en volume.

En valeur, l'augmentation des importations a concerné toutes les catégories de biens importés, à savoir les biens de production (430.551,7 contre 361.559,7 MBIF), les biens de consommation (322.090,9 contre 283.845,8 MBIF) et, dans une moindre mesure, ceux d'équipement (155.660,1 contre 153.675,7 MBIF).

La plus importante hausse des importations de biens de production, a porté sur les huiles minérales (163.075,6 contre 112.033,4 MBIF) et les biens destinés à l'agriculture et élevage (71.252,1 contre 33.543,1 MBIF). Par contre, les importations de biens destinés à la métallurgie (60.306,1 contre 74.311,4) et à l'alimentation (48.058,1 contre 56.526,9 MBIF) ont diminué.

Concernant les importations de biens de consommation, leur augmentation est attribuable aux importations de biens de consommation durable, en l'occurrence les textiles (53.347,8 contre 32.217,5 MBIF), les véhicules (33.380,9 contre

27.615,1 MBIF) et les autres produits de consommations durable (88.608,9 contre 66.584,1 MBIF). Par contre, les importations de biens de consommation non durable ont baissé, se fixant à 146.753,4 contre 157.429,1 MBIF. Cette diminution a concerné les biens alimentaires (71.370,5 contre 78.573,6 MBIF) et les produits pharmaceutiques (51.497,1 contre 59.810,1 MBIF).

La hausse des importations de biens d'équipement a, principalement, porté sur les chaudières et engins mécaniques (52.251,1 contre 47.669,8 MBIF) et sur le matériel électrique (32.705,3 contre 24.644,0 MBIF). En revanche, les importations des pièces et outillages (14.868,7 contre 19.532,3 MBIF) ainsi que celles des tracteurs, véhicules et engins de transport (36.444,3 contre 42.824,8 MBIF) ont diminué.

En volume, la diminution des importations a porté aussi bien sur les biens de production (335.528 contre 387.734 tonnes), d'équipement (21.127 contre 25.418 tonnes) ainsi que sur les biens de consommation (105.425 contre 150.104 tonnes).

Les importations du mois de mai 2022 se sont accrues de 7,9% par rapport à celles du même mois de 2021, s'établissant à 182.939,9 contre 169.602,5 MBIF. Cette augmentation est expliquée par la hausse des importations de biens de production (94.067,6 contre 82.546,5 MBIF) et de celles de biens de consommation (56.644,9 contre 50.682,5 MBIF). Par contre, les importations de biens d'équipement ont diminué,

s'établissant à 32.227,3 contre 36.373,6 MBIF.

V. TAUX DE CHANGE

Comparé à la même période de 2021, le BIF s'est déprécié de 2,98% par rapport au Dollar américain au mois de mai 2022 ; le taux de change moyen s'est établi à 2.026,92 contre 1.968,32 BIF pour une unité de Dollar américain.

A fin de période, le BIF s'est annuellement déprécié de 2,97% par rapport au Dollar américain. Le taux de change étant passé de 1.970,55 à fin mai 2021 à 2.029,12 BIF pour une unité de Dollar américain à fin mai 2022.

VI. FINANCES PUBLIQUES

Au mois de mai 2022, le déficit global des finances publiques (hors dons) s'est aggravé par rapport à la même période de l'année précédente, s'établissant à 211.304,9 contre 188.425,5 MBIF, suite à l'augmentation plus importante des dépenses que celle des recettes.

VI.1. Recettes

Les recettes du mois de mai 2022 se sont accrues de 13,6%, s'établissant à 98.393,2 contre 86.584,9 MBIF à la même période de 2021. Cette amélioration a concerné, à la fois, les recettes fiscales (+7.067,7 MBIF) et non fiscales (+4.740,6 MBIF).

De même, les recettes cumulées ont augmenté à fin mai 2022 (+ 16,6%), s'établissant à 549.886,1 contre 471.538,8 MBIF à la même période de l'année précédente, en rapport avec l'accroissement des recettes fiscales

(+61.431,3 MBIF) et non fiscales (+16.916,0 MBIF).

VI.2. Dépenses

Les dépenses engagées au mois de mai 2022 ont légèrement diminué de 0,3% par rapport à la même période de 2021, s'établissant à 141.707,2 contre 142.178,1 MBIF. Par contre, les dépenses cumulées ont augmenté de 15,3% à fin mai 2022, se fixant à 761.191,0 contre 659.964,4 MBIF à fin mai 2021.

Les dépenses de personnel cumulées ont légèrement augmenté de 0,5% à fin mai 2022, s'établissant à 202.652,1 contre 201.615,5 MBIF à la même période de 2021.

VI.3. Dette publique

La dette publique s'est accrue de 11,9% à fin mai 2022, se fixant à 4.480,1 contre 4.004,1 Mds de BIF au même mois de l'année précédente, en rapport avec l'accroissement, à la fois, de la dette intérieure (+8,2%) et de la dette extérieure (+22,3%).

Par rapport au mois précédent, la dette publique a baissé de 1,0%, en liaison avec la diminution de la dette intérieure (-1,1%) et de la dette extérieure (-0,9%).

VI.3.1. Dette intérieure

En glissement annuel, la dette intérieure s'est accrue de 239.999,2 MBIF à fin mai 2022, passant de 2.944,6 à 3.184,6 Mds de BIF, principalement en rapport avec l'augmentation de l'endettement de l'Etat envers le secteur bancaire (+233.399,2 MBIF), principalement sous forme de titres du Trésor détenus par les banques

commerciales (+99.803,9 MBIF) et d'avances de la Banque Centrale (+182.422,8 MBIF).

Par rapport au mois précédent, la dette intérieure a baissé de 33.861,3 MBIF, principalement en liaison avec la réduction de l'endettement de l'Etat envers secteur bancaire (-32.661,3 MBIF).

VI.3.2. Dette extérieure

En glissement annuel, la dette extérieure a augmenté de 236.027,4 MBIF à fin mai 2022, passant de 1.059,5 à 1.295,5 Mds de BIF, en rapport avec les tirages (271.512,9 MBIF) qui ont dépassé les moins-values de réévaluation (9.069,9 MBIF) et l'amortissement de la dette en principal (26.415,6 MBIF).

Par rapport au mois précédent, la dette extérieure a fléchi de 0,9% à fin mai 2022, s'établissant à 1.295,5 contre 1.307,1 Mds de BIF, en liaison avec les moins-values de réévaluation (10.888,4 MBIF) et l'amortissement de la dette (854,6 MBIF), partiellement contrebalancés par les nouveaux tirages (2.868,7 MBIF).

Exprimée en Dollar américain, la dette extérieure s'est accrue de 109,9 MUSD à fin mai 2022, se fixant à 639,1 contre 538,3 MUSD à la période correspondante de 2021.

VII. BASE MONETAIRE, MASSE MONETAIRE ET SES CONTREPARTIES

En glissement annuel, la base monétaire et la masse monétaire ont augmenté au mois de mai 2022, en rapport avec l'accroissement des avoirs intérieurs nets.

VII.1. Base monétaire

En glissement annuel, la base monétaire a augmenté de 24,4% à fin mai 2022 contre 13,9% à la même période de 2021, s'établissant à 955.156,9 contre 767.579,7 MBIF. L'accélération du rythme de croissance de la base monétaire a concerné les dépôts des banques commerciales à la Banque Centrale, qui ont augmenté à fin mai 2022 alors qu'ils avaient diminué à fin avril 2021 (+86,4 contre -9,3%), tandis que les billets et pièces en circulation ont ralenti leur rythme de croissance (+8,1 contre +22,9%).

VII.2. Masse monétaire

En glissement annuel, la masse monétaire M3 (3.670,1 contre 2.926,5 Mds de BIF) a ralenti son rythme de croissance à fin mai 2022 par rapport à la même période de 2021 (+25,4 contre +29,1%). Ce ralentissement a porté sur la masse monétaire M2 (+25,4 contre +30,7%) tandis que les dépôts en devises des résidents ont progressé plus rapidement par rapport à la même période de 2021 (+36,7 contre +11,8%).

La baisse du taux de croissance de la masse monétaire M2 a concerné la circulation fiduciaire hors institutions de dépôts (+6,0 contre +19,2%) et les dépôts à vue (+22,9 contre +39,1%). Par contre, les dépôts à terme et d'épargne se sont accrus à un rythme plus rapide qu'à la même période de 2021 (+37,7 contre +22,6%).

La diminution du taux de croissance des dépôts à vue en BIF a porté sur les dépôts des ménages (+22,5 contre +31,8%), des

autres sociétés non financières (+21,1 contre +48,5%) et des sociétés non financières publiques (+1,0 contre +86,8%). Par contre, les dépôts à vue en BIF classés dans les autres comptes se sont accrus à un rythme plus rapide qu'à la même période de 2021 (+31,3 contre +17,6%).

L'accélération du rythme de croissance des dépôts à terme et d'épargne en BIF a concerné ceux des ménages (+41,0 contre +12,9%), des sociétés non financières publiques (+86,8 contre -43,0%) et ceux classés dans les autres comptes (+36,3 contre +5,7%). En revanche, les dépôts à terme et d'épargne des autres sociétés non financières se sont accrus à un rythme moins rapide qu'à la même période de 2021 (+34,3 contre +43,0%).

La hausse du taux de croissance des avoirs en devises des résidents a porté sur ceux des ménages (+55,0 contre +23,8%) et des autres sociétés non financières (+35,0 contre +10,2%). En revanche, les avoirs en devises classés dans les autres comptes (-14,1 contre -4,0%) et ceux des sociétés non financières publiques (-51,9 contre -66,4%) ont diminué comme à la même période 2021.

VII.3. Contreparties de la masse monétaire

En glissement annuel, le crédit intérieur (4.768,7 contre 3.688,9 Mds de BIF) s'est accru à un rythme plus rapide à fin mai 2022 qu'à la même période de 2021 (+29,3 contre +22,9%).

La hausse du taux de croissance du crédit intérieur a concerné les créances sur l'économie (+65,2 contre +25,4%), principalement en liaison avec les

financements des secteurs porteurs de croissance économique et des autres secteurs de l'économie nationale, tandis que les créances nettes sur l'Etat ont ralenti leur rythme de croissance (+0,3 contre +21,0%).

Les créances nettes de la Banque centrale sur l'Etat ont diminué, alors qu'elles avaient augmenté à la même période de 2021 (-10,3% contre +18,1%), en liaison avec l'augmentation des dépôts de l'Etat en consécutive à l'encaissement de la Facilité de Crédit Rapide du FMI.

En revanche, les créances nettes des banques commerciales sur l'Etat ont augmenté, mais à un rythme moins rapide qu'à fin mai 2021 (+2,9 contre +21,4%).

En glissement annuel, les avoirs extérieurs nets ont légèrement augmenté de 19.853,3 MBIF à fin mai 2022. Cette augmentation a résulté de l'accroissement des avoirs extérieurs brut (+500.923,3 MBIF) qui ont dépassé celui des engagements extérieurs (+481.069,8 MBIF).

Par contre, les réserves officielles de change ont sensiblement augmenté (+420.692,5 MBIF), principalement en rapport avec l'augmentation des avoirs en DTS (+412.437,5 MBIF) consécutive à l'allocation de DTS octroyé par le FMI.

VIII. PRINCIPAUX INDICATEURS D'ACTIVITE DU SECTEUR BANCAIRE

En glissement annuel, l'activité du secteur bancaire s'est améliorée, à fin mai 2022. A l'actif, cette amélioration est liée à la hausse des crédits à l'économie et des placements en titres du Trésor. Au passif, elle est due à l'augmentation des dépôts

de la clientèle et des refinancements auprès de la Banque centrale.

VIII. 1. Emplois

L'actif du secteur bancaire s'est accru de 30% en glissement annuel, passant de 4.216,4 Mds de BIF à fin mai 2021 à 5.483,3 Mds de BIF à fin mai 2022. Cet accroissement est lié à l'augmentation de 51,6% des crédits à l'économie (2.297,0 contre 1.515,1 Mds de BIF) et une hausse de 4,9% des placements en titres du Trésor (1.793,2 contre 1.708,9 Mds de BIF).

La part des crédits à l'économie dans le total actif du secteur bancaire s'est établie à 41,9% à fin mai 2022 contre 32,7% à fin mai 2021. Par contre, celle des titres du Trésor a baissé, se fixant à 32,7% contre 40,5%.

VIII. 2. Ressources

Les dépôts de la clientèle se sont accrus de 28,0%, en glissement annuel, passant de 2.522,6 MBIF à fin mai 2021 à 3.229,9 Mds de BIF.

Les refinancements de la Banque Centrale ont augmenté de 38,0%, se fixant à 478,2 Mds de BIF contre 346,4 Mds de BIF, en liaison avec la hausse des financements en faveur des secteurs porteurs de croissance.

La part des dépôts dans les principales ressources du secteur a baissé de 2,8 points de pourcentage, s'établissant à 75,5% à fin mai 2022 contre 78,3% à fin mai 2021. Par contre, la proportion des refinancements auprès de la Banque Centrale a légèrement augmenté de 0,4 point de pourcentage, s'établissant à 11,2% contre 10,8%.

IX. SOLIDITE FINANCIERE DU SECTEUR BANCAIRE

En glissement annuel, les fonds propres du secteur bancaire ont augmenté à fin mai 2022 par rapport à la période correspondante de 2021. Toutefois, les ratios de solvabilité et de rentabilité ont régressé.

IX. 1. Adéquation des fonds propres

Les fonds propres du secteur bancaire ont augmenté de 26,6% à fin mai 2022, se fixant à 682,2 contre 538,8 Mds de BIF à fin mai 2021. Par contre, le ratio de solvabilité¹ de base a baissé, s'établissant à 21,9 contre 29,2%. De même, le ratio de solvabilité globale a diminué, se fixant à 23,3 contre 31,2%. Le ratio de levier² a reculé de 0.3 point de pourcentage, passant de 12,0% à 11,7%.

IX. 2. Qualité du portefeuille crédits

Le montant des prêts non performants a baissé de 13,1% à fin mai 2022, atteignant 59.228.1 contre 68.157,7 MBIF à la période correspondante de 2021. Par conséquent, le taux de détérioration du portefeuille crédits a reculé de 1,9 point de pourcentage, se fixant à 2,6 contre 4,5%.

Le taux de détérioration du portefeuille crédits a baissé dans le portefeuille crédit alloué à l'agriculture (2,3 contre 17,3%), à la construction (2,4 contre 4,2%), au commerce (2,6 contre 3,8%), au tourisme

(9,9 contre 11,2%) et à l'équipement (3,0 contre 5,1%). Par contre, il a légèrement augmenté dans le portefeuille crédits alloué à l'industrie (1,0 contre 0,6%).

IX.3. Concentration du portefeuille crédit

En glissement annuel, l'exposition du secteur bancaire vis-à-vis des grands risques³ a augmenté de 122,9% à fin mai 2022, s'établissant à 792,8 contre 355,7 Mds de BIF. Cette augmentation a été tirée par la hausse des refinancements dans les secteurs porteurs de la croissance. Le montant des crédits alloués à cette catégorie représente 34,5% du portefeuille crédits global à fin mai 2022 contre 23,5% à fin mai 2021.

Le financement du secteur commerce est demeuré prépondérant dans le portefeuille crédit global, la part allouée à ce secteur représente 31,9% à fin mai 2022 contre 33,2% à fin mai 2021. L'encours crédit alloué à ce secteur s'est établi à 732,4 contre 502,4 Mds de BIF.

IX. 4. Rentabilité

Le Produit Net Bancaire (PNB) s'est accru de 23,3% en glissement annuel, s'établissant à 158.660,5 MBIF à fin mai 2022 contre 128.647,9 MBIF. De même, le Résultat Net a augmenté de 19,3%, atteignant 73.410,9 contre 61.521,8 MBIF. Néanmoins, les Rendements des actifs (ROA) et des fonds propres (ROE) ont légèrement baissé, se fixant respectivement à 1,3 et 10,8% à fin mai 2022 contre 1,5 et 11,4% à fin mai 2021.

¹ La limite réglementaire minimale est de 12,5% pour le ratio de solvabilité de base et de 14,5% pour le ratio de solvabilité globale.

² La limite réglementaire minimale est de 5% pour le ratio de levier.

³ La circulaire n°06/2018 relative à la division des risques de crédit des établissements de crédit, un grand risque est un prêt dont le montant est supérieur à 10% des Fonds Propres de base.

IX. 5. Liquidité

Le ratio de liquidité de court terme (LCR)⁴ en BIF a diminué, s'établissant à 156,3% à fin mai 2022 contre 202,6% à fin mai 2021. Par contre, le ratio de liquidité de court terme en devises a augmenté, passant de 159,2 à 174,0%.

Le montant des gros dépôts⁵ a augmenté de 25,7% à fin mai 2022, se fixant à 1.445,5 contre 1.149,6 Mds de BIF à fin mai 2021. Toutefois, leur proportion dans le total dépôt du secteur bancaire a diminué, s'établissant à 26,5% contre 27,9%.

⁴ La circulaire n°04/2018 relative au ratio de liquidité à court terme des banques définit le LCR comme étant le ratio entre l'encours des actifs liquides de haute qualité (c'est-à-dire des actifs qui peuvent être facilement et immédiatement convertibles en liquidité sans ou avec une faible perte de leur valeur en période de forte tension de liquidité) et le total des sorties nettes de trésorerie dans les 30 jours calendaires suivants.

⁵ Les gros dépôts se définissent comme étant la somme des dépôts des 10 premiers déposants dans chaque établissement de crédit.

ANNEXE 1 : PRINCIPAUX INDICATEURS MENSUELS

	mars- 2021	avril- 2021	mai- 2021	mars- 2022	avril- 2022	mai- 2022
I. PRODUCTION ET PRIX						
1. Indice de la production industrielle (moyenne mens. 12 mois)	137,9	133,4	137,6	156,3	172,7	161,6
2. Apports de café Arabica en parche (Cumul en T par campagne)	18 867,8	18 867,8	-	8 552,2	8 552,2	-
3. Production de thé (Cumul en T de feuilles vertes)	16 253,0	22 752,1	27 853,0	16 784,6	22 477,6	27 810,4
4. Indice des prix à la consommation (base 2016/2017 = 100)	125,8	125,8	128,2	140,4	141,9	152,0
5. Taux d'inflation(en %)	7,3	6,4	5,3	12,8	16,1	18,6
II. FINANCES PUBLIQUES						
1. Recettes du budget consolidé (cumul en MBIF)	284 274,9	384 953,9	471 538,8	344 984,3	451 492,9	549 886,1
1.1. Recettes fiscales (cumul)	260 921,5	350 781,6	430 530,8	311 167,6	405 145,2	491 962,1
1.2. Recettes non fiscales (cumul)	23 353,4	34 172,3	41 008,0	33 816,6	46 347,7	57 924,0
1.3. Recettes exceptionnelles (cumul)	-	-	-	-	-	-
2. Dépenses cumulées (MBIF)	374 253,1	517 786,2	659 964,4	426 129,5	619 483,8	761 191,0
2.1. Dépenses de personnel (cumul en MBIF)	120 355,6	160 161,4	201 615,5	121 326,5	161 640,5	202 652,1
3. Dette publique (en MBIF)	3 935 923,6	3 974 136,2	4 004 089,2	4 533 507,8	4 525 593,9	4 480 115,8
3.1. Encours dette intérieure	2 889 316,5	2 923 465,7	2 944 629,6	3 222 063,4	3 218 490,1	3 184 628,8
dont bons et obligations du Trésor	1 853 171,3	1 866 450,8	1 899 966,9	2 040 766,5	2 033 104,8	2 006 370,8
avance ordinaire BRB	-	-	-	57 950,6	57 950,6	57 950,6
3.2. Encours dette extérieure (en MBIF)	1 046 607,1	1 050 670,5	1 059 459,6	1 311 444,4	1 307 103,8	1 295 487,0
3.3. Encours dette extérieure (en dollar américain)	534,4	535,1	538,3	649,9	646,2	639,1
3.3. Service dette extérieure (en MBIF)	4 702,7	533,5	3 647,1	4 340,0	5 282,0	4 451,7
dont amortissements	2 922,9	392,2	2 013,8	2 780,9	4 330,7	3 597,1
3.4. Tirages sur prêts extérieurs (en MBIF)	6 487,3	1 723,6	2 360,3	4 484,4	4 593,4	2 868,7
III. MONNAIE						
1. Base monétaire (en MBIF)	695 388,5	750 542,5	767 579,7	955 156,9 (p)	955 156,9 (p)	955 156,9 (p)
2. Masse monétaire M3 (en MBIF)	2 839 690,2	2 835 804,9	2 926 490,5	3 470 737,1 (p)	3 577 710,7 (p)	3 670 114,9 (p)
2.1. Masse monétaire M2 (en MBIF)	2 615 671,5	2 622 851,0	2 711 073,9	3 180 778,2 (p)	3 309 548,2 (p)	3 375 655,6 (p)
3. Crédit intérieur (en MBIF)	3 585 135,6	3 590 940,4	3 688 693,3	4 616 998,9 (p)	4 714 621,1 (p)	4 768 698,2 (p)
4. Créances nettes sur l'Etat (en MBIF)	2 034 905,8	2 014 096,4	2 041 348,0	2 057 365,5 (p)	2 080 764,9 (p)	2 047 910,5 (p)
5. Avoirs extérieurs nets (MBIF)	- 227 799,0	- 248 838,2	- 272 198,0	-311 740,7 (p)	-282 820,8 (p)	-252 344,5 (p)
6. Opérations sur les Appels d'Offres						
6.1. Apport de liquidité(MBIF)	200 000,0	180 000,0	190 000,0	90 000(p)	90 000 (p)	90 000 (p)
6.2 Reprise de liquidité						
7. Taux d'intérêt moyens pondérés (en %)						
7.1. Bons du trésor à 13 semaines	3,78	3,98	4,08	3,85	3,86	3,90
7.2. Bons du trésor à 26 semaines	4,68	4,62	4,54	4,23	4,58	4,59
7.3. Bons du trésor à 52 semaines	4,75	4,96	5,05	4,51	4,67	4,68
7.4. Reprise de liquidité	-	-	-	-	-	-
7.5. Apport de liquidité	2,23	2,24	2,46	3,91	3,68	4,45
7.6. Facilité de prêt marginal	6,79	7,12	7,04	6,83	6,94	6,96
7.7. Marché interbancaire	4,85	5,16	5,25	5,71	6,03	5,96
7.8. Taux créditeurs des banques commerciales	5,71	5,54	5,56	6,09	6,07	6,08
7.9. Taux débiteurs des banques commerciales	15,32	15,29	15,15	13,10	13,20	13,09
IV. COMMERCE EXTERIEUR						
1. Exportations (cumul en MBIF, fob DSL & fot Buja)	66 215,7	81 828,1	98 513,8	107 747,6	125 120,6	165 624,0
dont Café Arabica	18 861,2	20 596,5	22 264,4	14 557,1	15 578,2	17 281,9
1.1. Volume des exportations (cumul en T)	26 802,0	34 898,8	42 132,0	20 845,0	32 550,1	40 088,0
1.2. Prix moyen des contrats de vente de café Arabica fob DSL - US cts/lb - BIF/Kg						
1.3. Encaissements café (cumul en MBIF)	20 094,5	22 924,1	24 540,5	15 588,1	nd	nd
2. Importations (cumul en MBIF)	461 175,1	629 478,7	799 081,3	515 900,8	725 362,9	908 302,8
dont produits pétroliers	66 706,9	93 731,3	112 033,4	86 679,2	114 298,2	163 075,6
2.1. Volume des importations (cumul en T)	350 728,0	455 192,0	563 256,0	284 564,0	371 837,0	462 080,0
V. TAUX DE CHANGE						
3.1. Indice du taux de change effectif du BIF						
3.1.1. Nominal	86,5	85,9	84,8	87,9	89,0	90,6
3.1.2. Réel	91,3	91,5	90,5	94,4	102,8	107,5
3.2. Taux de change						
3.2.1. Taux de change BIF/\$US (fin de période)	1 960,81	1 965,85	1 970,55	2 020,35	2 024,63	2 029,12
3.2.2. Taux de change BIF/\$US (moyenne mensuelle)	1 958,31	1 963,39	1 968,32	2 017,98	2 022,60	2 026,92
(1): la campagne café commence au mois d'avril et se termine au mois de mars de l'année suivante						
(p) : Provisoire						
nd : Non disponible						
- : Données inexistantes.						

Source : BRB

ANNEXE 2 : PRINCIPAUX INDICATEURS D'ACTIVITE DU SECTEUR BANCAIRE (en MBIF)

	Banques commerciales			Etablissements financiers			Total secteur bancaire		
	31/05/2021	31/05/2022	Variation en %	31/05/2021	31/05/2022	Variation en %	31/05/2021	31/05/2022	Variation en %
I. EMPLOIS	3 920 921,4	5 375 078,6	37,1	295 494,5	108 249,1	- 63,4	4 216 415,9	5 483 327,7	30,0
I.1. PRINCIPAUX EMPLOIS	3 370 422,0	4 576 633,8	35,8	253 960,3	92 542,9	- 63,6	3 624 382,4	4 669 176,8	28,8
A. Actifs Liquides	2 086 903,6	2 367 410,2	13,4	22 345,6	4 728,9	- 78,8	2 109 249,3	2 372 139,1	12,5
Caisse	74 911,4	124 545,1	66,3	29,0	22,9	- 21,1	74 940,4	124 567,9	66,2
B.R.B.	184 272,9	277 419,8	50,5	525,0	360,3	- 31,4	184 798,0	277 780,1	50,3
Avoirs auprès des banques et assimilés	135 952,4	174 837,0	28,6	4 616,9	1 706,0	- 63,0	140 569,3	176 543,1	25,6
Prêts à l'Etat	1 691 766,9	1 790 608,3	5,8	17 174,7	2 639,8	- 84,6	1 708 941,6	1 793 248,1	4,9
Bons, Obligations du Trésor	1 580 576,5	1 684 696,0	6,6	17 174,7	2 639,8	- 84,6	1 597 751,2	1 687 335,8	5,6
Autres Titres	111 190,4	105 912,3	- 4,7	-	-	-	111 190,4	105 912,3	- 4,7
B. Crédits	1 283 518,4	2 209 223,6	72,1	231 614,7	87 814,0	- 62,1	1 515 133,1	2 297 037,6	51,6
Court terme	685 110,5	1 058 424,0	54,5	1 740,1	756,7	- 56,5	686 850,6	1 059 180,7	54,2
Moyen terme	409 684,2	558 515,2	36,3	26 945,3	8 661,3	- 67,9	436 629,6	567 176,5	29,9
Long terme	188 723,7	592 284,4	213,8	202 929,3	78 396,0	- 61,4	391 652,9	670 680,4	71,2
Crédits bail	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.2. Actif Immobilisé	187 241,12	223 642,5	19,4	10 753,7	3 232,3	- 69,9	197 994,8	226 874,8	14,6
I.3. Autres emplois	363 258,20	574 802,2	58,2	30 780,5	12 473,9	- 59,5	394 038,7	587 276,1	49,0
II. RESSOURCES	3 920 921,4	5 375 078,6	37,1	295 494,5	108 249,1	- 63,4	4 216 415,9	5 483 327,7	30,0
II.1. Principales ressources	3 039 786,4	4 218 359,9	38,8	183 478,9	59 057,6	- 67,8	3 223 265,3	4 277 417,5	32,7
Clientèle	2 354 483,2	3 195 552,7	35,7	168 159,9	34 354,9	- 79,6	2 522 643,1	3 229 907,6	28,0
dont 10 grands dépôts des banques	1 113 031,0	1 445 507,7	29,9	36 603,7	-	-	1 149 634,8	1 445 507,7	25,7
Refinancement auprès B.R.B.	337 369,5	456 892,3	35,4	9 038,3	21 278,0	-	346 407,8	478 170,3	38,0
Dettes envers banques et assimilés	347 933,7	565 914,9	62,7	6 280,6	3 424,6	- 45,5	354 214,4	569 339,5	60,7
II.2. Capital et réserves	417 824,4	557 952,5	33,5	45 858,5	24 743,8	- 46,0	463 682,9	582 696,3	25,7
II.3. Autres ressources	463 310,5	598 766,2	29,2	66 157,2	24 447,7	- 63,0	529 467,7	623 213,9	17,7
III. INDICATEURS DU SECTEUR BANCAIRE									
Adéquation des fonds propres									
Fonds propres de base nets (en MBIF)	459 343,8	618 532,1	34,7	45 201,6	22 331,5	- 50,6	504 545,5	640 863,7	27,0
Fonds propres (en MBIF)	484 413,8	655 210,8	35,3	54 367,5	27 016,8	- 50,3	538 781,3	682 227,5	26,6
Risques pondérés	1 490 965,9	2 811 635,4	88,6	235 735,2	116 079,9	- 50,8	1 726 701,1	2 927 715,3	69,6
Ratio de solvabilité de base (norme 12,5%)	30,8	22,0	- 19,2	19,2	19,2	-	29,2	21,9	- 25,0
Ratio de solvabilité globale (norme 14,5%)	32,5	23,3	- 29,1	23,1	23,3	-	31,2	23,3	- 26,9
Ratio de levier (norme 5%)	11,7	11,5	- 1,7	15,3	20,6	-	12,0	11,7	- 2,5
Concentration du portefeuille crédits									
Grands risques	351 043,2	790 465,1	125,2	4 689,3	2 306,5	- 50,8	355 732,5	792 771,5	122,9
Grands risques/Total crédits bruts (en %)	27,4	35,8	29,0	2,0	2,6	-	23,5	34,5	46,8
Total crédits bruts/Total actifs bruts (en %)	32,7	41,1	24,8	78,4	81,1	-	35,9	41,9	16,7
Prêts à l'Etat/Total actifs bruts (en %)	43,1	33,3	- 22,9	5,8	2,4	-	40,5	32,7	- 20,0
Prêts à l'Etat/Fonds propres de base (en %)	368,3	289,5	- 21,9	38,0	11,8	-	338,7	279,8	- 17,1
Qualité du portefeuille crédits									
Impayés	117 776,2	219 566,3	86,4	38 992,1	1 221,1	- 96,9	156 768,3	220 787,3	40,8
Créances à surveiller	59 687,3	161 426,7	170,5	28 923,3	132,5	- 99,5	88 610,6	161 559,3	82,3
Créances Non performantes	58 088,8	58 139,5	0,1	10 068,9	1 088,5	- 89,2	68 157,7	59 228,1	- 13,1
Créances pré douteuses	6 662,3	19 842,2	197,8	5 266,9	626,6	- 88,1	11 929,3	20 468,8	71,6
Créances douteuses	12 532,3	11 111,5	- 11,3	3 109,3	362,4	- 88,3	15 641,6	11 473,9	- 26,6
Créances compromises	38 894,2	27 185,8	- 30,1	1 692,7	99,6	- 94,1	40 586,8	27 285,4	- 32,8
Dépréciations	38 635,5	29 506,2	- 23,6	2 446,1	405,8	- 83,4	41 081,6	29 912,0	- 27,2
Taux des prêts non performants	4,5	2,6	- 41,1	4,3	1,2	-	4,5	2,6	- 41,1
Taux d'impayés	9,2	9,9	8,7	16,8	1,4	-	10,3	9,6	- 4,8
Taux de provisionnement	66,5	50,8	- 23,6	24,3	37,3	-	60,3	50,5	- 16,4
Liquidité									
Coefficient de liquidité en BIF	202,6	156,3	- 22,8	-	-	-	202,6	156,3	- 22,8
Coefficient de liquidité en devises	159,2	174,0	10,9	-	-	-	159,2	174,0	10,9
Total crédits/total dépôts (en %)	54,5	69,1	25,7	137,7	255,6	-	60,1	71,1	18,3
Ressources Stables/Emplois Immobilisés (en %)	107,9	93,5	- 13,4	187,9	234,7	-	119,5	95,3	- 19,8
Dix gros dépôts/Total dépôts (en %)	47,3	45,2	- 4,4	21,8	-	-	45,6	44,8	- 1,8
Rentabilité et performance									
Résultat avant impôt	60 332,4	78 146,1	29,5	5 404,0	3 199,2	- 40,8	65 736,3	81 345,3	23,7
Résultat net de l'exercice	56 655,7	71 301,9	25,9	4 866,0	2 109,0	- 56,7	61 521,8	73 410,9	19,3
Produit Net Bancaire	118 817,6	154 217,2	29,8	9 830,3	4 443,3	- 54,8	128 647,9	158 660,5	23,3
ROA	1,44	1,33	- 7,6	1,65	1,95	-	1,5	1,3	- 13,3
ROE	11,70	10,88	- 6,9	8,95	7,81	- 12,3	11,4	10,8	- 5,3

Source : BRB

ANNEXE 3 : PRINCIPAUX INDICATEURS ANNUELS

	2017	2018	2019	2020	2021 (p)
PRODUIT INTERIEUR BRUT ET PRIX					
Croissance réelle du PIB (en %)	3,8	5,3	4,5	-0,5	3,1
Taux d'inflation (moyenne annuelle)	16,1	-2,6	-0,8	7,5	8,3
SECTEUR EXTERIEUR					
Exportations, f.à.b. (en millions de dollar)	172,3	180,0	179,7	162,4	165,1
Importations, CAF (en millions de dollar)	756,0	793,5	887,7	909,6	1 030,0
Volume des exportations (en tonnes)	93 125,0	103 218,0	103 030,0	105 858,0	102 500
Volume des importations (en tonnes)	822 514,0	976 694	1 143 866,0	1 175 731,0	1 331 987,4
Solde du compte courant (en millions de dollar)	-370,9	-345,9	-348,4	-315,8	-421,9
Taux de change BIF/USD (moyenne de la période)	1 732,2	1 784,8	1 848,6	1 915,1	1 976,0
Taux de change BIF/USD (à fin de période)	1 766,7	1 808,3	1 881,6	1 946,4	2 006,1
Réserves de change brutes (en millions de USD, à fin de période)	102,2	70,3	113,4	94,3	266,6
Réserves de change brutes (en mois d'import. de biens et services)	1,7	1,0	1,5	1,1	3,2
MONNAIE					
Avoirs extérieurs nets (MBIF)	-154 400,0	-203 201,0	-206 340,3	-205 016,1	-322 390,5
Crédit intérieur (en Mds de BIF)	2 005,0	2 369,5	2 827,6	3 475,3	4 311,2
Créances nettes sur l'Etat (en Mds de BIF)	1 112,2	1 337,5	1 618,9	2 025,8	1 930,7
Créances sur l'économie (en Mds de BIF)	892,9	1 038,6	1 208,6	1 449,5	2 380,5
Masse monétaire (M3 en Mds de BIF)	1 499,5	1 797,5	2 202,8	2 728,0	3 293,3
Masse monétaire (M2 en Mds de BIF)	1 340,9	1 326,0	2 014,7	2 520,7	3 038,5
Vitesse de circulation de la monnaie (PIB/M2, fin de période)	4,3	4,5	3,1	2,6	2,5
Base monétaire (Taux de croissance)	39,0	-3,3	23,6	11,6	1,1
Taux d' intérêt d'apport de liquidité (en %)	2,79	2,90	2,65	2,86	3,00
Taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal (en %)	7,13	5,80	5,43	6,22	6,80
Taux d'intérêt moyens créditeurs (en %)	5,96	5,60	5,25	5,45	5,75
Taux sur les Obligations du Trésor à 5 ans et plus	14,03	13,23	12,45	12,46	11,66
Taux d'intérêt moyens débiteurs (en %)	16,16	15,65	15,49	15,24	14,54
FINANCES PUBLIQUES					
Recettes et dons (en % du PIB)	15,8	17,7	20,0	20,0	19,9
Dépenses (en % du PIB)	20,1	22,2	24,4	26,1	22,7
Solde budgétaire global (en % du PIB , base droits constatés)					
- dons exclus	-6,9	-8,0	-8,4	-9,9	-6,2
- dons inclus	-4,3	-4,5	-4,4	-6,1	-2,9
Dettes intérieure (en Mds de BIF; encours de fin de période)	1 647,8	1 937,8	2 317,5	2 851,2	3 063,2
Dettes extérieure (en MUSD, encours de fin de période)	440,5	451,1	504,1	532,2	638,1
Ratio du service de la dette extérieure (en % des exportations des B+S)	5,1	3,2	5,0	5,4	5,3
Dettes extérieure (en % du PIB)	13,6	13,8	15,3	15,6	17,0
PIB au prix du marché (en milliards de BIF)	5 702,1	5 914,4	6 216,9	6 655,6	7 506,4
(p) : provisoire					

Source : BRB